



**HAL**  
open science

## Sept logiques élitaires de soutien à l'Union : pour une étude des différentes configurations nationales

Céline Belot

► **To cite this version:**

Céline Belot. Sept logiques élitaires de soutien à l'Union : pour une étude des différentes configurations nationales. Une Europe des élites ? Colloque de la Section des études européenne de l'AFSP, Bordeaux, 27-29 avril 2006, Apr 2006, pp.19. halshs-00102525

**HAL Id: halshs-00102525**

**<https://shs.hal.science/halshs-00102525>**

Submitted on 2 Oct 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Céline BELOT**

PACTE (CNRS) / IEP de Grenoble

## **Sept logiques élitaires de soutien à l'Union : Pour une étude des différentes configurations nationales**

54,7% de « Non » contre 45,3% de « Oui », 61,2% de « Non » contre 38,8% de « Oui », les résultats des référendums français et néerlandais du printemps 2005 illustrent éloquemment le fait que désormais l'intégration européenne partage les électors. Si ce constat paraît aujourd'hui évident, encore est-il important de souligner qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Des années 50 aux années 90 en effet, l'ensemble des observateurs soulignaient l'existence d'un « consensus permissif » des citoyens des Etats membres à l'égard du processus d'intégration. Il était alors convenu que dans leur ensemble les citoyens étaient favorables à l'intégration européenne, mais que leurs attitudes étaient peu structurées, notamment en raison d'un faible niveau de connaissance. Dès lors, si leurs opinions étaient plutôt favorables au processus d'intégration, c'est qu'elles découlaient directement de celles des élites nationales, à travers un effet de « spill-over ». Des référendums de ratification du traité de Maastricht aux référendums de ratification du traité établissant une constitution pour l'Union européenne, en passant par ceux relatifs au traité de Nice et à l'adhésion à la zone Euro, l'idée que les citoyens adoptent à l'égard de l'Europe une posture de suivisme de leurs élites a été largement mise à mal<sup>1</sup>. Or, à partir du moment où l'intégration européenne apparaît comme un sujet de conflit plus que de consensus, saisir les mécanismes par lesquels les opinions des citoyens s'affirment revêt une importance particulière. L'une des explications souvent avancées, en particulier par ceux qui fustigent le déficit démocratique de l'Union européenne, serait que l'intégration européenne est perçue comme un processus particulièrement complexe, fait par des élites pour des élites et que le processus d'intégration divise ainsi l'électorat selon une ligne élitare. Si les études tendent à conforter pour partie ce constat du soutien élitare des citoyens à l'intégration européenne, son interprétation donne cependant lieu à plus d'une lecture. A travers cette communication, il s'agira à la fois de rendre compte de ces différentes lectures, à travers une revue de la littérature existante, et de proposer de creuser certaines des hypothèses en concurrence.

---

<sup>1</sup> Une étude récente remet cependant en question l'idée d'un suivisme des élites par les citoyens des années 1970 au début des années 1990 et insiste plutôt sur le fait que les élites pouvaient alors poursuivre le processus d'intégration car les attitudes des citoyens étaient assez proches des leurs (Carrubba, 2001).

## ***Retour sur les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne***

Des années 1970 aux années 2000, les données dont nous disposons concernant les attitudes des citoyens européens à l'égard de l'Union européenne et du processus d'intégration font bien apparaître l'existence d'un soutien élitaire des citoyens à l'égard de l'intégration européenne. Comme l'ont à nouveau montré Bruno Cautrès et Gérard Grunberg à partir de données récentes, le diplôme apparaît comme le facteur le plus déterminant du soutien. Plus les citoyens européens ont suivis de longues études, plus ils sont favorables au processus d'intégration européenne. Le niveau de revenu, la profession, mais aussi, ce qui a été moins souvent souligné, le lieu d'habitation, jouent également un rôle. En outre les effets de l'ensemble de ces variables s'ajoutent les uns aux autres, autrement dit plus les citoyens sont diplômés, plus ils perçoivent de hauts revenus, plus ils possèdent un statut professionnel élevé, plus ils habitent dans des secteurs résidentiels, plus ils se montrent favorables à l'intégration européenne. Ces effets ne sont cependant pas aussi massifs que ces premiers constats pourraient le laisser croire. Tout d'abord, même si le constat du soutien élitaire peut être établi dans l'ensemble des pays membres, il ne revêt pas du tout la même amplitude d'un pays à l'autre. Ensuite, certains indices tendent à montrer que les effets des variables sociologiques seraient moins forts que par le passé<sup>2</sup>. Surtout, ils ne sauraient occulter le fait que toutes variables confondues la nationalité a toujours été et reste encore le facteur le plus déterminant du soutien des citoyens à l'intégration européenne. Dès lors en vue de comprendre les ressorts du soutien élitaire des citoyens à l'intégration européenne il paraît opportun de s'interroger non seulement sur les facteurs explicatifs des relations entre soutien à l'Union et à l'intégration et variables sociologiques mais également sur leurs variations dans le temps ainsi que d'un pays à l'autre.

Dans un article publié dans la *Revue Internationale de Politique Comparée* au printemps 2002, j'avais recensé dans la littérature consacrée aux facteurs explications des opinions des citoyens à l'égard de l'intégration européenne cinq lectures différentes permettant d'expliquer les ressorts élitaires du soutien (Belot, 2002). Je me propose de les rappeler brièvement. La première lecture a été formulée dans les années 1970 par Inglehart. Elle est connue sous les termes de « mobilisation cognitive ». Pour Inglehart, l'Union européenne constitue pour les citoyens un objet politique éloigné, dont ils ne peuvent avoir une expérience directe ou quotidienne. Dès lors seuls les individus possédant « *des compétences cognitives qui facilitent le traitement des informations concernant des objets politiques lointains* » sont capables de se forger des opinions à l'égard de l'Europe. En outre, ces opinions tendent à être favorables à l'intégration car les compétences cognitives mobilisées dénotent la capacité de l'individu à raisonner en terme abstrait, ce qui favorise « *la probabilité d'adopter une perspective politique cosmopolite plutôt que locale* » (Inglehart & Rabier, 1979, p.484). Selon Inglehart, le niveau de diplôme, la profession et le revenu procurent « *leur plus importante contribution à l'europanisme à travers la mobilisation cognitive* » (Inglehart, 1970, p.54).

Pour compléter son analyse des facteurs explicatifs du soutien à l'intégration européenne, Inglehart a par la suite proposé une deuxième lecture, celle de « l'orientation des valeurs ». Selon Inglehart, « *les individus possèdent une hiérarchie des besoins qui gouvernent les objectifs qu'ils poursuivent* » (Inglehart, 1971, p.3). La sécurité physique et économique est à la base de cette hiérarchie. Lorsque les individus sont assurés de leurs besoins en ces domaines, ils peuvent en poursuivre d'autres comme l'estime de soi, l'amour, ainsi que des besoins esthétiques et intellectuels. A ces différents types de préoccupations correspondent des systèmes de valeurs divergents qu'Inglehart désigne par les termes de

---

<sup>2</sup> Il semble que ce soit le cas sur les données d'opinion mais non sur le vote au référendums, ce qui mériterait d'être davantage creusé.

« matérialisme » et « postmatérialisme ». De façon évidente, un haut niveau de revenu, d'éducation et un statut professionnel valorisé permettent à l'individu d'être rassuré quand à ses besoins « de base » et le poussent à poursuivre d'autres besoins et à adopter un système de valeurs postmatérialiste. Or, un tel système de valeurs favorise le soutien à l'intégration européenne, notamment parce que l'une des fonctions premières de l'Etat est d'assurer la sécurité des individus, préoccupation qui apparaît caduque pour les postmatérialistes et qui tend donc à amoindrir une vision nécessaire de l'Etat. En outre selon Inglehart les postmatérialistes « possèdent (...) une somme relativement importante de « capital aventureux », disponible pour investir dans des projets ayant un intérêt intellectuel ou esthétique, comme, peut-être, l'intégration européenne » (Inglehart, 1971, p.13). A travers sa théorie de l'orientation des valeurs, Inglehart propose donc une seconde lecture explicative du soutien élitaire des citoyens à l'intégration européenne qui complète la première.

Plus récemment, d'autres explications ont été formulées. La plus dominante est sans conteste celle de « l'évaluation utilitaire des politiques intégratives » mise en avant par Gabel (Gabel & Palmer, 1995, Gabel 1998a & 1998b). Pour Gabel, l'Union européenne étant avant tout perçue comme une union économique favorisant la libéralisation des marchés internationaux, les citoyens la jugent essentiellement en fonction des conséquences qu'ils en anticipent, à la fois du point de vue individuel et du point de vue collectif (au niveau national). Dans cette perspective, les personnes les plus diplômées et celles qui possèdent le plus de revenus sont les plus favorables à l'intégration car la libéralisation des marchés offre aux premiers une situation ou la capacité d'adaptation au changement, favorisée par la possession de diplôme, est valorisée, et aux seconds de nouvelles opportunités d'investissement. A l'inverse l'intégration européenne est perçue négativement par les individus qui possèdent de plus faibles revenus car elle incite les Etats à contenir leurs dépenses publiques, ce qui freine leurs politiques redistributives.

Une quatrième lecture des logiques élitaires de soutien à l'intégration européenne a été proposée par Franklin au milieu des années 1990 à propos des référendums (Franklin et alii 1994a, 1994b, 1995) et a été étendu depuis à l'ensemble des attitudes à l'égard de l'intégration européenne par Anderson (1998). Selon ces auteurs, lorsque les citoyens sont amenés à exprimer des opinions sur l'intégration européenne, domaine sur lequel ils n'ont le plus souvent que peu de connaissances, ils utilisent comme heuristiques leurs jugements à l'égard de leurs gouvernants en particulier et leur système politique national de manière plus générale. Les citoyens qui se montrent le plus confiants dans le bon fonctionnement de leurs institutions au niveau national sont ainsi ceux qui se montrent le plus favorables au processus d'intégration, et les résultats des référendums dépendent très largement de la manière dont est perçu le gouvernement en place au moment du vote. Or, le niveau de diplôme ainsi que la profession et le niveau de revenus entretiennent une relation forte avec la confiance dans les institutions et, dans une moindre mesure cependant, avec la proximité partisane. Les individus possédant des diplômes et/ou des hauts revenus, qui occupent une position favorisée dans la société nationale dans laquelle ils vivent, sont en effet les plus susceptibles de se sentir proches des partis les plus modérés et les moins contestataires vis-à-vis de cette société, même lorsqu'ils ne soutiennent pas le gouvernement en place. Leur plus fort soutien au processus d'intégration européenne en découle logiquement.

Dans mon article de 2002, j'avais enfin présenté une cinquième lecture des effets des variables sociologiques sur le soutien à l'intégration, celle en termes « d'innovation sociale ». Selon cette approche, peu présente dans la littérature mais qui apparaît cependant à quelques reprises, les opinions exprimées à l'égard de l'intégration européenne relèvent avant tout d'attitudes relatives à l'innovation sociale (Percheron, 1991 ; Wessels, 1995). Sont favorables à l'intégration européenne les individus qui se montrent pas ailleurs favorables à l'innovation sociale quelle qu'elle soit. Selon Percheron, la relation entre diplôme, revenus, catégories

socioprofessionnelles et attitudes à l'égard de l'intégration européenne doit se comprendre dans cette perspective. Les personnes les plus diplômées, celles possédant les plus hauts revenus et les positions professionnelles les plus valorisées se montrant particulièrement favorables à l'innovation sociale, elles sont par conséquent également plus favorables au processus d'intégration. Wessels note cependant que ces effets du diplôme, de la profession et des revenus sont appelés à s'atténuer, toute innovation sociale étant petit à petit appelée à être intégrée comme élément cognitif commun de l'ensemble des membres d'une société.

A ces cinq différentes lectures des logiques élitaires du soutien à l'intégration européenne s'en est ajoutée ces dernières années une sixième, la logique « identitaire ». Cette logique a été formulée à peu près au même moment de plusieurs manières différentes (De Master & Le Roy, 2000 ; McLaren, 2002 ; Carey, 2002 ; Kritzinger, 2003 ; Hooghe & Marks 2005 ; de Vreese & Boomgaarden, 2005), dans un contexte où l'intérêt des observateurs n'était plus de comprendre les logiques d'adhésion à l'Union européenne mais plutôt de s'interroger sur les logiques de rejet de l'intégration. Ces travaux mettent en évidence l'existence d'une forte relation entre à la fois un attachement très fort à l'Etat-nation, un sentiment de peur ou d'hostilité à l'égard d'autres cultures et à l'égard de l'immigration et des attitudes défavorables à l'intégration européenne. Selon ces auteurs, les individus les plus attachés à l'Etat-nation voient leurs référents politiques menacés par l'Union européenne. Pour d'autres, c'est la communauté nationale comme groupe de référence qui est mise en cause par la présence en son sein de fortes minorités issues d'autres pays, qu'ils viennent de pays membres ou de pays extérieurs à l'Union européenne. Pour d'autres enfin, l'Union européenne, parce qu'elle favorise la mobilité entre Etats membres est perçue comme fragilisant leur situation individuelle au sein de leur société nationale. La logique « identitaire » est perçue comme pouvant participer des logiques élitaires à deux niveaux. Les personnes qui possèdent les plus faibles revenus et qui ne possèdent pas de compétences professionnelles particulières sont celles qui expriment davantage de peurs à l'égard de l'immigration car elles perçoivent les immigrés comme des concurrents potentiels au niveau professionnel tout comme au niveau du partage des aides publiques en matière de logement ou de prestations familiales notamment. En outre, la possession de diplômes peut également être favoriser une plus grande ouverture aux autres, une moins grande tendance à stigmatiser les out-groups, d'où l'existence d'une forte relation entre niveau d'éducation et attitudes à l'égard de l'intégration européenne.

#### *Au terme de la confrontation de ces logiques, l'état actuel du débat*

Sans conteste, la logique « utilitaire » apparaît aujourd'hui dominante dans la littérature et elle est reconnue comme ayant des effets importants, même par les tenants d'autres approches. McLaren affirme ainsi dans un récent article que lorsque l'on introduit dans le même modèle différents facteurs explicatifs, c'est l'approche utilitaire qui paraît la plus pertinente (2004). Pour Hooghe et Marks cependant, la logique identitaire est plus explicative que la logique utilitaire, même s'ils reconnaissent l'influence significative de cette dernière sur les attitudes à l'égard de l'intégration. L'approche utilitaire n'est en outre pas incontestée. Bosch et Newton affirment notamment que les individus n'ont pas une conscience claire des retombées économiques que l'Union européenne peut avoir sur leur situation personnelle (1995). De fait, la plupart des auteurs montrent que la logique utilitaire fonctionne mieux au niveau agrégé qu'au niveau individuel, autrement dit ce sont surtout les effets économiques au niveau de leur pays que les individus prennent en compte lorsqu'ils expriment des opinions à l'égard de l'intégration européenne (Anderson 1998 ; McLaren 2004). Or à ce niveau, la

relation entre la profession, le niveau de diplôme et de revenus et les opinions à l'égard du processus d'intégration est moins évidente<sup>3</sup>.

Les autres approches ont elles aussi leurs défenseurs et leurs détracteurs. L'analyse en termes de mobilisation cognitive a ainsi été l'objet de critiques dès les années 1970. Feld et Wildgen ont notamment soutenu que la mobilisation cognitive n'est pas la cause mais l'un des effets du soutien à l'intégration européenne. Autrement dit, les individus développent des connaissances à l'égard de l'intégration européenne parce qu'ils y sont favorables pour d'autres raisons (1976). Plus récemment, Gabel a constaté que la relation entre mobilisation cognitive et soutien à l'intégration ne se vérifie sur la période récente que dans les pays fondateurs (1998b). De même plusieurs auteurs ont montré que l'approche en terme d'orientation des valeurs fonctionne essentiellement dans les pays fondateurs (Dobratz, 1993 ; Anderson & Reichert, 1996). D'autres auteurs ont cependant remis en cause l'existence même d'une relation entre possession de valeurs postmatérialistes et attitude favorable à l'égard de l'intégration européenne, notamment parce que beaucoup de citoyens considère l'Union européenne avant tout comme favorisant l'ouverture des marchés et la libre circulation des capitaux et donc comme favorisant des objectifs matérialistes (Janssen, 1991).

L'approche en termes de proximité avec le gouvernement n'est également pas exempt de critiques. Certains des auteurs à l'origine de cette approche ont récemment montré qu'elle apparaît moins explicative que par le passé concernant les votes aux référendums en Irlande (Garry & alii, 2005) Plus généralement, Franklin a lui-même souligné que dans un contexte où l'intégration européenne apparaît de plus en plus visible aux yeux des citoyens et où ceux-ci possèdent davantage de connaissances à son égard, l'approche en termes de proximité avec le gouvernement est appelé à perdre de sa valeur explicative (2002). En France cependant, les données concernant le référendum sur le Traité de constitution européenne tendent plutôt à confirmer la capacité explicative de cette approche (Grunberg, 2005). D'autres auteurs ont cependant proposé des analyses plus critiques. Ray a notamment montré que les individus satisfaits du statu quo politique ne se montraient pas dans l'ensemble favorables à davantage d'intégration contrairement aux thèses avancées par certains défenseurs de cette approche (Ray, 2003). Pour autant, il constate bien un effet « référendum », ces individus acceptant de voter en faveur du processus d'intégration lorsque leurs gouvernants font campagne pour l'adoption. La logique en terme de « proximité politique » ne fonctionnerait donc que dans certains contextes particuliers et lorsque les référendums portent sur des changements modérés. Plus critiques, Siune et Svensson ont défendu l'idée que les citoyens exprimaient bien, à travers leur vote aux référendums, des opinions à l'égard de l'intégration européenne (1993, Svensson, 2002). Svensson conclut à ce propos : « *les citoyens ordinaires (...) ne sont pas uniquement les victimes passives de la manipulation des élites* » (Svensson, 2002, p.748).

Ce survol des différents éléments du débat offre plusieurs éléments de réflexion. Très clairement, si l'influence des revenus, de la catégorie socio-professionnelle et surtout du diplôme est intégrée dans chacune des différentes logiques, leur poids au sein des différents facteurs explicatifs des attitudes à l'égard de l'intégration européenne n'est pas équivalent. Ces variables apparaissent comme essentielles dans l'approche utilitaire au niveau individuel, elles le sont moins par exemple dans l'approche en termes de « proximité politique » ou dans l'approche utilitaire au niveau agrégé. De fait, si les logiques élitaires de production des attitudes à l'égard de l'intégration européenne sont bien attestées par l'ensemble des analyses<sup>4</sup>, l'existence d'un débat très nourri montre bien qu'aucune approche ne propose un

---

<sup>3</sup> Cf. notamment sur ce point Brinegar & Jolly (2005).

<sup>4</sup> Soulignons cependant qu'à partir des données du Panel Electoral Français de 2002, nous avons montré que l'influence des variables sociologiques paraissait, en France, moins forte que par le passé (Belot & Cautres, 2004). Si ce constat était avéré pour un grand nombre de pays, cela pourrait conforter l'approche des attitudes à l'égard de l'intégration européenne en terme de relation à l'innovation sociale.

modèle permettant de rendre compte de l'essentiel des variations des attitudes des citoyens à l'égard de l'Union européenne et du processus d'intégration. Plus précisément, si toutes ces approches permettent bien de mettre à jour des mécanismes de production d'opinions à l'égard de l'intégration dans certains contextes nationaux et à certaines périodes, il paraît difficile d'identifier une logique explicative qui fonctionne quelle que soit la période et surtout quel que soit le pays. En effet, si la plupart des auteurs mettent l'accent sur l'influence des variables sociologiques sur les attitudes à l'égard de l'Europe, tous reconnaissent cependant que la variable la plus explicative de ces attitudes a toujours été et reste encore la nationalité (Shepherd, 1975 ; Deflem & Pampel 1996 ; Brinegar & Jolly, 2005).

De nombreux travaux ont été consacrés aux facteurs qui s'expriment à travers la nationalité. Les uns ont mis en avant la relation entre les bénéfices directs tirés par le pays de son appartenance à l'Union et le soutien des citoyens (Anderson & Reichert, 1996), d'autres ont insisté sur la durée d'appartenance d'un Etat à l'UE avec l'idée que les citoyens socialisés politiquement au sein de l'Union lui seraient plus favorables que ceux ayant reçu leur première socialisation politique dans un contexte uniquement national (Inglehart & Rabier, 1979 ; Anderson & Kaltenthaler, 1996), et certains ont également souligné l'importance du contexte dans lequel les pays ont adhéré à l'Union (Anderson & Kaltenthaler, 1996). Plus récemment, Sanchez-Cuenca a montré que les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne dérivent d'une double évaluation du fonctionnement des institutions européennes et de leurs institutions nationales. Lorsque les citoyens évaluent positivement le fonctionnement des institutions européennes et négativement celui de leurs institutions nationales, alors ils se montrent majoritairement favorables à l'intégration. A l'inverse, lorsqu'ils perçoivent positivement le fonctionnement de leurs institutions nationales et négativement celui des institutions européennes, alors ils se déclarent majoritairement contre la poursuite du processus d'intégration (2000).

Force est cependant de constater que ces explications restent très partielles et que les différences nationales dans le soutien des citoyens à l'intégration européenne relèvent de mécanismes divers et complexes qui sont loin d'être parfaitement dévoilés à ce jour. Il paraît par exemple probable que si toutes les logiques élitaires des attitudes à l'égard de l'intégration décrites ci-dessus comportent une part relative d'explication pour l'ensemble des pays, à chaque pays correspond cependant une configuration singulière de l'articulation entre ces logiques qui permet d'expliquer les attitudes des citoyens. Hooghe et Marks ont par exemple mis en évidence le fait qu'être en faveur de plus d'intégration n'a pas du tout la même signification partout. Pour un Suédois, une Union européenne plus intégrée peut signifier moins de protection sociale alors que dans le même temps elle peut être envisagée par un Britannique comme favorisant plus de protection sociale (2005). A l'évidence établir une cartographie de la manière dont les différentes logiques s'articulent au sein de chaque pays dépasse très largement la portée de la présente communication. Plus modestement je me propose, dans la suite de ce papier, de développer une hypothèse relative aux différences entre pays qui, si elle n'est pas sans lien avec l'approche en terme d'innovation, n'a cependant pas été creusée jusqu'ici et qui pourrait participer des logiques élitaires de soutien à l'égard de l'intégration européenne, l'approche en terme de prévisions.

### *« L'Europe est notre avenir »*

Cette approche découle d'observations réalisées à partir d'un travail de terrain qualitatif auprès de jeunes Français et Britanniques (Belot, 2000). A travers l'analyse d'entretiens qui portaient sur ce que ces jeunes pensaient de l'Europe, il est apparu très clair que pour les enquêtés, l'Union européenne apparaissait davantage comme un élément de leur avenir que comme un élément de leur présent. Une comparaison des temps des verbes employés montrait

que pour eux, l'Europe se conjugait autant sinon plus au futur et au conditionnel qu'au présent. De fait, ces enquêtés ayant dans l'ensemble une faible connaissance de l'Union européenne et lui reconnaissant un faible rôle dans leur vie quotidienne, ils la percevaient avant tout comme un élément de leur avenir. La comparaison entre la France et le Royaume-Uni tendait à montrer que cette tendance à percevoir l'Union européenne avant tout comme un élément du futur était renforcé chez les Britanniques, certains d'entre eux ne considérant pas le Royaume-Uni comme actuellement membre de l'UE<sup>5</sup>. Ce constat invite dès lors à considérer que les attitudes à l'égard de l'UE pourraient découler non pas uniquement de la manière dont l'UE est perçue dans le présent, mais qu'elles pourraient également inclure une forte dimension expectative<sup>6</sup>. Plus précisément, il paraît probable que dans certains pays l'Union européenne soit davantage perçue comme un élément du présent alors que dans d'autres elles apparaissent essentiellement comme un système politique en devenir. Ces mécanismes pourraient alors participer de l'influence du facteur nationalité sur les attitudes à l'égard de l'Union.

Dans la suite de ce papier, je me propose de tester ces hypothèses à partir des données du dernier Eurobaromètre auquel nous avons accès, l'Eurobaromètre n°62.0 réalisé dans l'ensemble des pays de l'UE au printemps 2004<sup>7</sup>. Cet Eurobaromètre est le premier qui porte sur l'Europe à Vingt-cinq. J'ai cependant choisi de ne faire porter mes analyses que sur l'Europe des Quinze. Comme l'ont en effet récemment montré Rohrschneider et Whitefield (2006) les opinions des citoyens des nouveaux Etats membres, et en particulier parmi eux de ceux des ex-pays de l'Est, présentent des particularités telles qu'elles méritent d'être étudiées à part. Pour tester l'hypothèse exposée ci-dessus, nous ne disposons pas d'indicateurs permettant d'affirmer clairement que l'intégration européenne est perçue avant tout comme un processus en devenir. Par contre, les Eurobaromètres contiennent un certain nombre de variables relatives à la manière dont l'individu perçoit l'avenir. Nous pouvons dès lors estimer que le constat d'une relation entre les attitudes à l'égard de l'Europe et la perception de l'avenir prouverait que l'UE est perçue comme « en devenir » et évaluée comme telle<sup>8</sup>.

Plutôt que de prendre comme instrument de mesure des variables de l'Eurobaromètre, j'ai choisi, pour saisir à la fois les attitudes à l'égard de l'Union européenne et la perception de l'avenir, de créer des indices à partir de plusieurs variables<sup>9</sup>. L'indice relatif aux attitudes à l'égard de l'Union a été créé à partir de cinq variables<sup>10</sup>. Pour mesurer la perception de l'avenir, j'ai créé trois indices différents : le premier mesure la perception de l'avenir au niveau individuel<sup>11</sup>, le deuxième la perception de l'avenir au niveau de son pays<sup>12</sup> et le

---

<sup>5</sup> 7 de nos 17 enquêtés Britanniques ne savaient pas si le Royaume-Uni appartenait ou non à l'UE.

<sup>6</sup> Cela paraît d'autant plus probable en ce qui concerne les attitudes à l'égard du processus d'intégration.

<sup>7</sup> Les données m'ont été fournies par le Centre de Données Socio-Politiques (FNPS). Je remercie les personnes en charge de ce centre de leur collaboration.

<sup>8</sup> Soulignons que plusieurs travaux ont déjà mis en évidence pour la France l'existence d'une telle relation (Cautrès, Denni, 2000, Cautrès, 2000).

<sup>9</sup> On sait en effet que les opinions telles qu'elles sont exprimées dans des enquêtes d'opinions varient souvent en fonction de la question posée. La création d'un indice à partir de plusieurs variables mesurant de façon différente le même phénomène ou du moins des phénomènes très proches permet d'être plus rassuré quant à la stabilité de ce que l'on mesure.

<sup>10</sup> L'indice mesurant les attitudes à l'égard de l'intégration européenne a été établi à partir des variables relatives à l'appartenance de son pays à l'UE (q11a), les bénéfices tirés par le pays de son appartenance (q11b), la posture générale à l'égard de l'UE (q13), la position relative au développement d'une union politique (q14) et l'attitude relative à la dissolution de l'UE (q15) selon la méthode des quartiles (cf. pour une explication de cette méthode le papier de Bruno Cautrès et Gérard Grunberg. Un grand merci à Bruno Cautrès pour avoir mis cette variable à ma disposition.

<sup>11</sup> A partir des réponses aux questions portant sur la satisfaction à l'égard de la vie (Q4), des attentes des enquêtés pour leur vie en général (Q5\_1), pour la situation financière de leur ménage (Q5\_3) et pour leur situation professionnelle, ainsi que sur la perception que leur situation personnelle va s'améliorer ou se dégrader



troisième, la perception de l'avenir de l'Union européenne<sup>13</sup>. Le tableau n°1 ci-dessous montre que, quel que soit l'instrument de mesure des perceptions de l'avenir, la relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perception de l'avenir est bien vérifiée et la relation entre ces variables est plus forte que celle observée entre les attitudes à l'égard de l'Europe et toutes les variables sociologiques. Plus précisément, ce tableau met en évidence que les individus pessimistes, soit au niveau individuel, soit au niveau de leurs attentes pour leur pays ou pour l'Europe, sont beaucoup plus nombreux parmi les individus les plus défavorables à l'intégration que parmi les individus les plus favorables. A l'inverse, les individus les plus optimistes sont surreprésentés parmi les individus les plus en faveur de l'UE et sous représentés parmi les individus les plus défavorables à l'UE. Ce tableau nous renseigne donc à la fois sur l'existence d'une relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perceptions de l'avenir, ce qui confirme notre première hypothèse, mais il nous indique également le sens de cette relation. Encore s'agit-il de comprendre pourquoi les syndromes d'optimisme ou de pessimisme sont liés aux attitudes à l'égard de l'UE.

**Tableau n°1 : Relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perception de l'avenir (en %)**

	<b>Attitude très défavorable<sup>14</sup></b>	<b>Attitude très favorable<sup>15</sup></b>	Ensemble
<b>Pessimisme ind.</b>	37,6	17,8	21,8
<b>Optimisme ind.</b>	20,7	30,7	48,7
<b>Pessimisme pays</b>	35,9	21,6	37,2
<b>Optimisme pays</b>	14,1	41,3	12
<b>Pessimisme EU</b>	46,7	13,1	18,4
<b>Optimisme EU</b>	19	33,2	59,9
<b>Ensemble UE 15</b> N = 15443	26,2	26,1	

De nombreux auteurs ayant montré le rôle important de la logique utilitaire pour comprendre les attitudes à l'égard de l'UE, l'hypothèse la plus évidente serait que les individus développent une vision pessimiste ou optimiste de la vie eu égard à leur propre situation. L'effet prospectif ne serait en réalité qu'un médiateur de l'effet utilitaire au niveau individuel. L'analyse des relations entre attitudes à l'égard de l'UE et prévisions de l'avenir contrôlé par le niveau d'éducation et la catégorie socio-professionnelle montre que les effets des perceptions de l'avenir ne peuvent être assimilés à des effets diplôme ou profession. De fait, si les plus diplômés et ceux occupant des positions professionnelles valorisées tendent bien à être plus optimistes et si les moins diplômés, les plus précaires professionnellement et ceux occupant des positions professionnelles moins valorisées se montrent également plus pessimistes, parmi les individus les plus diplômés comme parmi les moins diplômés, les plus optimistes se montrent plus favorables à l'UE et les plus pessimistes moins favorables. Autrement dit, l'effet « prospectif » paraît pour partie participer des logiques élitaires de production des attitudes à l'égard de l'UE mais il ne s'y réduit pas.

dans les cinq années à venir, j'ai créé une échelle en 7 positions d'optimisme ou de pessimisme au niveau individuel.

<sup>12</sup> A partir des réponses aux questions portant sur les attentes des enquêtés concernant la situation économique de leur pays (Q5\_2) et la situation de l'emploi dans leur pays (Q5\_4) j'ai créé une échelle d'optimisme ou de pessimisme pour le pays en 5 positions.

<sup>13</sup> A partir des réponses aux questions portant sur les attentes et les souhaits à l'égard du rôle de l'UE dans cinq ans (Q20a et Q20b) j'ai créé une variable relative à l'optimisme ou au pessimisme eu égard à l'avenir de l'UE.

<sup>14</sup> Il s'agit du quartile des individus les plus défavorables à l'UE.

<sup>15</sup> Il s'agit du quartile des individus les plus favorables à l'UE.

**Tableau n°2 : Moyenne d'optimisme individuel, d'optimisme pour le pays, PIB, taux de chômage et taux de confiance dans le gouvernement par pays en 2002<sup>16</sup>**

Pays	Moyenne optimisme individuel <sup>17</sup>	Moyenne optimisme pays <sup>18</sup>	PIB ( 100 = moyenne pays OCDE)	Taux de chômage (en % pop active)	Confiance dans le gouvernement (en%)
Suède	3,62	3	110	6,6	41,4
Irlande	3,69	2,5	129	4,4	40,3
Royaume-Uni	3,76	3,3	113	4,7	30,5
Danemark	3,95	2,8	114	5,7	56,9
Espagne	3,96	3,2	92	11	50,9
France	4,07	3,6	107	10,1	29,6
Italie	4,16	3,7	100	8,1	28,2
Finlande	4,19	3,1	111	8,8	67
Luxembourg	4,19	3,5	208	2,8	67,9
Belgique	4,39	3,9	112	12	37,4
Grèce	4,62	4	78	10,2	50,4
Pays Bas	4,69	3,6	113	5	37
Autriche	4,70	3,8	115	5	44,6
Allemagne Ouest	5,10	4,1	103*	9,9*	32,6
Portugal	5,23	4,1	70	6,7	27,7
Allemagne Est	5,41	4,2	103*	9,9*	29,3
Total	4,32	3,5	105	7,6	41,3

\* Données pour l'Allemagne dans son ensemble

L'effet « prospectif » pourrait également être un médiateur de l'effet utilitaire non pas uniquement au niveau individuel mais plutôt au niveau du pays. Le fait que la relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perception de l'avenir soit plus forte lorsque les individus considèrent l'avenir de leur pays pourrait conforter cette hypothèse. Le tableau n°2 ci-dessus offre en parallèle les données concernant le niveau d'optimisme/pessimisme selon le pays (données agrégées en moyenne) à la fois au niveau individuel et en ce qui concerne le pays, le PIB ainsi que le taux de chômage pour chaque pays, deux critères dont plusieurs travaux ont montré la relation avec l'évolution des attitudes à l'égard de l'UE (Bréchon et alii, 1995)<sup>19</sup>. Sa lecture montre que la relation entre niveau de pessimisme et d'optimisme selon le pays et critères économiques n'apparaît pas évidente pour tous les pays. Ainsi les Irlandais apparaissent bien à la fois parmi les plus optimistes, ce qui n'est sans doute pas sans lien avec la « bonne santé » économique de leur pays. Par contre, les Pays-Bas et l'Autriche montrent des fort taux de pessimisme alors même que leur économie, telle que mesurée par le PIB et le taux de chômage, paraît florissante. Une fois encore, ces données mettent en évidence le fait que les logiques relatives à la formation des attitudes à l'égard de l'UE ne s'articulent probablement pas de la même manière d'un pays à l'autre.

Une autre hypothèse concernant la relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perception de l'avenir pourrait être que le pessimisme ou l'optimisme dépendent avant tout dans la confiance des individus en leur système politique en général et en leur gouvernement en particulier. L'effet prospectif ne serait cette fois qu'un médiateur de l'effet « politique » ou « institutionnel » tel que décrit par Franklin et Anderson. De fait, les données montrent l'existence d'une forte relation entre perception de l'avenir pour le pays et confiance dans le gouvernement et la relation entre attitudes à l'égard de l'EU et perception de l'avenir paraît

<sup>16</sup> Pour le PIB et le taux de chômage il s'agit des données de l'OCDE, cf. <http://www.oecd.org/dataoecd/>.

<sup>17</sup> Moyenne sur une échelle de 1 à 7 avec 1 = + optimiste.

<sup>18</sup> Moyenne sur une échelle de 1 à 5 avec 1 = + pessimiste.

<sup>19</sup> Les pays sont rangés en ordre croissant de la moyenne d'optimisme au niveau individuel.

pour partie être lié la confiance des individus dans leur gouvernement. Cependant les données montrent également que le degré de pessimisme ou d'optimisme, que ce soit au niveau individuel, au niveau du pays ou au niveau de l'UE, exerce bien une influence sur les attitudes à l'égard de l'Europe une fois contrôlée la confiance dans le gouvernement. En outre, il paraît difficile de définir le sens de la relation entre attitudes à l'égard du gouvernement et degré de pessimisme/optimisme. Est-ce parce que l'enquêté n'a pas ou plus confiance dans le gouvernement qu'il est plutôt pessimiste à l'égard de l'avenir ou est-ce qu'il est pessimiste car il n'a pas ou plus confiance dans le gouvernement ? La question reste ouverte. Une remarque cependant, dans les trois pays où en 2002 une large majorité des enquêtés dit avoir confiance dans le gouvernement, deux d'entre eux, le Danemark et la Finlande, présentent des assez haut niveau d'optimisme. Le troisième, le Luxembourg, se distingue par contre par une note très moyenne sur l'échelle d'optimisme/pessimisme que ce soit au niveau individuel ou au niveau du pays. A l'inverse, le Royaume-Uni présente la particularité d'un pays où la confiance dans le gouvernement est plutôt faible (30,5% des Britanniques ont confiance dans leur gouvernement) et où la note moyenne sur une échelle d'optimisme/pessimisme est assez élevée, en particulier au niveau individuel. Au total, il semble donc bien que l'effet prospectif joue bien un rôle dans la formation des attitudes à l'égard de l'UE, notamment parce qu'il condense certains des autres effets mis en évidence dans les approches précédentes mais également au-delà peut-être parce qu'il relève d'une certaine vision du monde et de la société qui engagent certaines valeurs. Ce point mériterait d'être étudié à travers d'autres données, les Eurobaromètres ne contenant pratiquement aucune question relative aux valeurs. Il semble cependant qu'il ne joue pas le même rôle dans tous les pays avec la même pertinence. Il s'agit maintenant de comprendre pourquoi.

### **Entre pays de connaissances et pays d'espérances ? Sur les variabilités nationales du soutien à l'UE**

Sanchez-Cuenca a montré que l'évaluation des performances de l'UE dépend en partie des performances nationales, notamment en matière de corruption ou d'Etat-providence (2000). Lorsque les performances nationales sont bonnes alors les citoyens sont circonspects à l'égard de ce que peut leur apporter l'UE. A l'inverse lorsqu'ils évaluent négativement leurs performances nationales alors ils ont tendance à percevoir plus positivement l'UE. J'ajouterais que pour être complète, il faudrait ajouter à cette analyse une dimension temporelle. En effet, l'Irlande présente par exemple le cas d'un pays où les performances nationales sont plutôt bonnes, en particulier en ce qui concerne la corruption, et où dans le même temps les citoyens évaluent très positivement l'UE, ce qui semblerait signifier que l'hypothèse de Sanchez-Cuenca ne fonctionne pas pour ce pays. La prise en compte de la temporalité permet au contraire de renforcer la pertinence de cette hypothèse en constatant que les bonnes performances actuelles de leur système national sont évaluées par les Irlandais comme une conséquence de leurs trente ans d'appartenance à l'UE. De manière plus générale, je fais l'hypothèse que la prise en compte de la temporalité dans l'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe pourra participer à dégager différentes configurations nationales des logiques explicatives de formation des attitudes à l'égard de l'UE.

Le travail qualitatif réalisé a en effet mis en évidence non seulement que de nombreux individus considèrent l'UE plus comme un élément de leur avenir que de leur présent, d'où la force de la relation entre perception de l'avenir et attitudes à l'égard de l'UE telle que nous venons de la constater, mais plus précisément que leurs attitudes à l'égard de l'UE dépendait d'un triptyque Europe perçue/Europe souhaitée/Europe probable. Pour l'illustrer, disons qu'un individu peut se montrer défavorable à l'égard de l'UE et du processus d'intégration soit parce qu'il juge négativement les performances actuelles de l'UE, soit parce qu'il perçoit

que les probabilités sont faibles voire nulles que l'UE ressemble à l'avenir à ce qu'il souhaite qu'elle soit. Ce constat nous amène à développer deux autres hypothèses qui pourraient participer des variabilités nationales du soutien à l'UE. La première porte sur la relation entre perception du présent et perception de l'avenir alors que la seconde porte sur la relation entre avenir probable et avenir souhaité. Selon la première hypothèse, plus les individus se montrent aptes à évaluer les performances actuelles de l'UE, moins la relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perception de l'avenir sera forte. A l'inverse, moins les individus sont capables d'évaluer les performances actuelles de l'UE, plus l'influence du degré d'optimisme/pessimisme sur les attitudes à l'égard de l'UE sera forte.

Il est très difficile de trouver un bon indicateur de la capacité des individus à juger des performances de l'Union. Certaines variables de performances existent. Dans l'Eurobaromètre du printemps 2004, il est ainsi demandé aux enquêtés comment ils jugent les performances de l'UE dans quinze domaines différents, de la lutte contre le chômage aux retraites, de la situation économique à la protection de l'environnement ou aux affaires étrangères. Il paraît cependant fort peu probable qu'une large majorité de citoyens soient capables d'évaluer les performances de l'UE dans l'ensemble de ces domaines, d'autant que l'UE n'intervient pas dans un certain nombre d'entre eux ! J'ai donc choisi, pour mesurer la capacité des enquêtés à évaluer les performances actuelles de l'UE de recourir à leur niveau de connaissance relatif à l'UE<sup>20</sup>. L'analyse des relations entre perception de l'avenir au niveau individuel et attitudes à l'égard de l'Union européenne contrôlées par le niveau de connaissance tend à confirmer l'hypothèse. La relation entre les deux premières variables est plus faible lorsque les individus ont un haut niveau de connaissances et plus forte pour ceux qui ont un niveau plus bas de connaissances. Si l'hypothèse fonctionne concernant la perception de l'avenir au niveau individuel, elle fonctionne encore mieux au niveau de la perception de l'avenir pour le pays. La relation entre les variables d'attitudes à l'égard de l'UE et de perception de l'avenir pour le pays est significativement plus élevée lorsque les individus ont de faibles connaissances. Ces données semblent donc bien indiquer que certains individus évaluent l'UE davantage pour ce qu'elle est dans le présent alors que d'autres l'évaluent davantage comme un élément de leur avenir.

Les taux de connaissance étant très différent d'un pays à l'autre, comme l'illustre le tableau n°3 ci-dessous, cette hypothèse devrait également permettre d'expliquer pour partie les variations nationales de soutien à l'UE, à condition bien sûr qu'elle fonctionne également au niveau des données agrégées. De fait, l'hypothèse semble bien validée en ce qui concerne la relation entre perception de l'avenir au niveau individuel et l'attitude à l'égard de l'UE. Ce sont bien les pays où les individus ont le plus haut niveau de connaissances (le Luxembourg, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Suède et la Grèce) qui sont, à l'exception de la Grèce, les pays où la relation entre espérances individuelles et attitudes à l'égard de l'intégration est la moins forte. Par contre l'hypothèse semble moins bien fonctionner au niveau des données relatives aux perceptions de l'avenir pour le pays. Elle est en effet bien validée pour la Belgique et le Luxembourg mais fonctionne beaucoup moins pour les pays scandinaves et la Grèce. Il est possible que la faiblesse de la relation soit due au fait que l'indicateur relatif à la perception de l'avenir pour le pays mesure également une autre dimension que celle pour laquelle nous l'utilisons (notamment parce qu'il est fondé uniquement sur deux variables relatives à l'économie). Il sera dès lors nécessaire, afin de creuser l'hypothèse, de développer à l'avenir un indicateur qui mesurerait la perception de l'avenir pour le pays en prenant en compte d'autres types de variables.

---

<sup>20</sup> Pour cela, j'ai construit un indice à partir des réponses aux questions relatives à la connaissance du drapeau, (q8b) des six items d'une question de connaissance (q30) relative à l'UE (connaissance du mode de désignation des députés européens, de la date des dernières élections européennes, etc.), et de la connaissance des principales destinations du budget communautaire (Q38).

**Tableau n°3 : niveau de connaissance de l'Union européenne selon le pays**

	mauvaise connaissance	connaissance moyenne	bonne connaissance	Note moyenne <sup>21</sup>	N
Luxembourg	4,8%	43,2%	<b>52,0%</b>	5,4	502
Finlande	8,1%	49,2%	<b>42,8%</b>	5	1005
Grèce	11,5%	49,6%	<b>38,9%</b>	4,8	1000
Belgique	9,7%	55,7%	<b>34,6%</b>	4,8	974
Suède	13,6%	53,6%	<b>32,8%</b>	4,6	1000
Danemark	13,9%	53,2%	<b>32,9%</b>	4,6	1028
Allemagne Est	13,4%	60,8%	25,8%	4,4	508
Autriche	16,6%	55,0%	28,4%	4,4	1007
France	18,2%	58,7%	23,0%	4,2	1020
Allemagne Ouest	16,7%	58,1%	25,3%	4,2	1037
Pays Bas	20,0%	61,7%	18,2%	4	1009
Irlande	<b>27,0%</b>	52,3%	20,7%	3,8	1000
Portugal	<b>26,5%</b>	53,4%	20,1%	3,7	1000
Italie	<b>26,8%</b>	60,2%	13,0%	3,6	1020
Espagne	<b>26,0%</b>	58,6%	15,4%	3,6	1023
Royaume-Uni	<b>45,6%</b>	45,6%	8,8%	2,8	1310
Total UE 15	19,8%	54,3%	25,9%	4,2	15443

***Entre souhaité et probable : anticipation de l'avenir et attitudes à l'égard de l'UE***

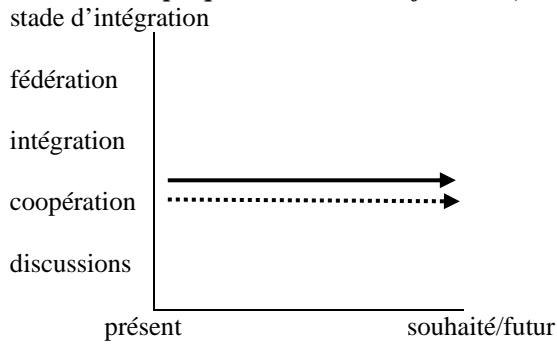
J'avais également annoncé une deuxième hypothèse relative à l'avenir souhaité et l'avenir probable. Selon cette hypothèse, pour les individus qui évalueront avant tout l'Union européenne comme un élément de leur avenir, et donc davantage en fonction des attentes et des craintes qu'ils développeront à son égard qu'en fonction de ses performances actuelles, leur attitude à l'égard de l'UE dépendra avant tout de la configuration entre leur vision de l'Union européenne telle qu'ils la jugent probable dans le futur et telle qu'ils la souhaitent. Dès lors, notre hypothèse est la suivante : Si ils envisagent l'UE probable comme différente de leurs souhaits ils y seront plus défavorables. Si au contraire ils estiment que l'UE ressemblera à ce qu'ils souhaitent qu'elle soit ils seront favorables à l'UE, à moins cependant soit que l'UE ait déjà dépassé le stade d'intégration souhaité ce qui tendrait de toute façon à les rendre plutôt défavorable à l'UE. Plus précisément, on peut théoriquement envisager dix configurations possibles du rapport EU souhaité / EU probable : les « satisfaits », les « comblés », les « en attente », les « inquiets », les « désillusionnés », les « mécontents », les « insatisfaits », les « heureux fossoyeurs » et les « incertains ». Le graphique 1 ci-dessous en offre une représentation imagée ainsi que leur distribution dans l'ensemble des citoyens européens de l'Europe des Quinze<sup>22</sup>.

<sup>21</sup> Sur une échelle de connaissance allant de 0 à 8.

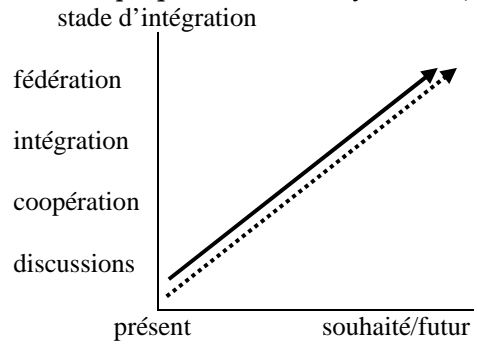
<sup>22</sup> La question utilisée (Q20a et b) est la suivante : A votre avis dans cinq ans l'Union européenne jouera t-elle un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ? Et souhaiteriez vous que dans cinq ans l'Union européenne joue un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne.

**Graphique n°1 : Configurations théorique EU souhaitée/EU probable<sup>23</sup>**

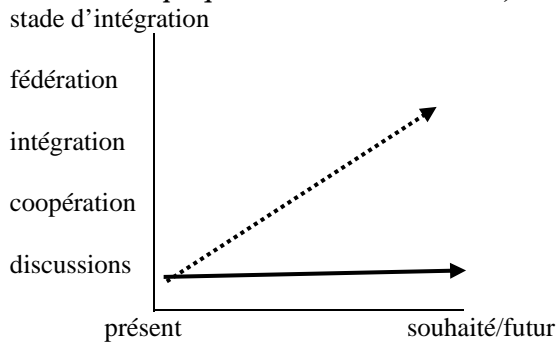
**Graphique 1-A : les « satisfaits » 24,3%**



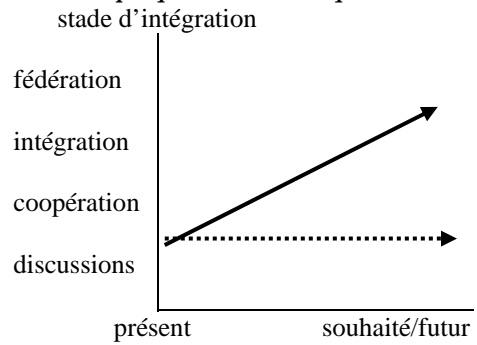
**Graphique 1-B : les « croyants » 31,5%**



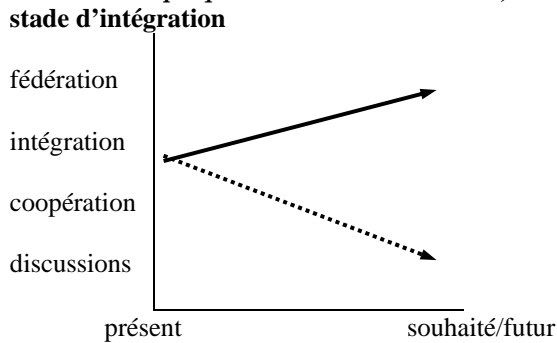
**Graphique 1-C : les 'en attente' 10,6%**



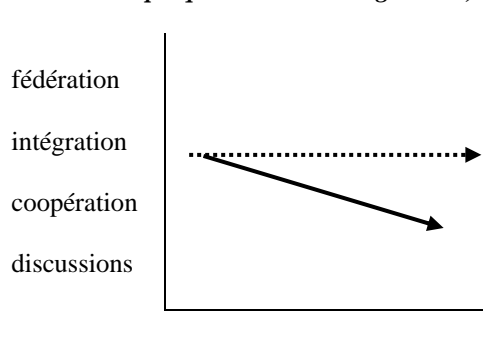
**Graphique 1-D : les 'inquiets' 7%**



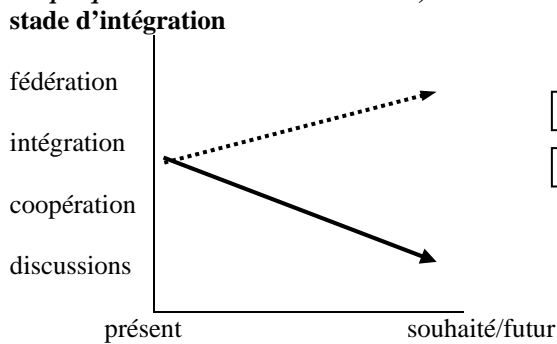
**Graphique 1-E : les 'mécontents' 5,6%**



**Graphique 1-F : les 'chagrins' 1,2%**



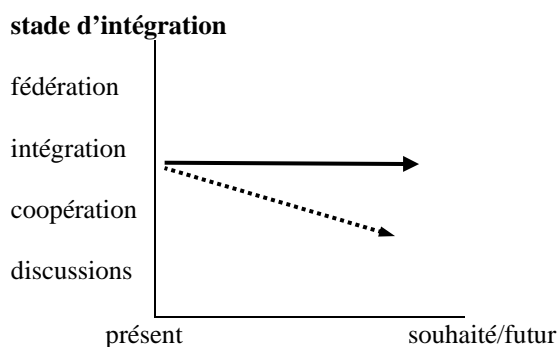
**Graphique 1-E : les 'désillusionnés' 1,9%**



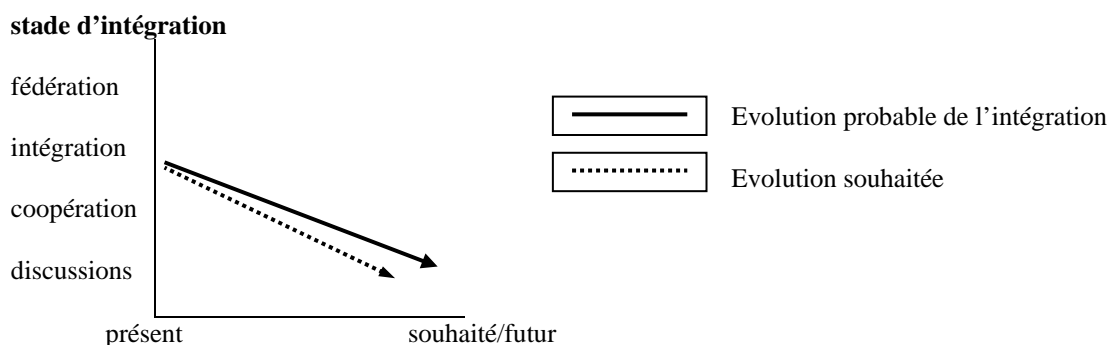
— Evolution probable de l'intégration  
 ..... Evolution souhaitée

<sup>23</sup> Il s'agit d'une configuration théorique. Il convient donc de s'intéresser uniquement à la direction de la représentation stade perçu/ stade souhaité et probable, et non à son niveau de positionnement dans le graphique.

**Graphique 8-G : les 'insatisfaits' 3,9%**



**Graphique 8-H : les 'heureux fossoyeurs' 4,2%**



Il apparaît très clairement que le plus grand groupe est formé des « comblés », c'est-à-dire des individus qui souhaitent que le processus d'intégration se poursuive et qui pense que l'avenir répondra à leurs attentes (31,5% des citoyens de l'Europe des Quinze). Viennent ensuite les satisfaits qui estiment que l'UE telle qu'elle existe leur convient et qui anticipe que le processus d'intégration ne se poursuivra pas davantage (24,3%). Le troisième groupe le plus important, les « en attente » (10,6%) est formé des individus qui souhaitent que le processus d'intégration se poursuive mais qui anticipent le statut quo. A l'inverse les « inquiets » (7%) souhaitent le statut quo mais prévoient la poursuite du processus d'intégration. Un noyau dur de mécontents (5,6%) souhaite que l'UE joue à l'avenir un rôle moins important dans leur vie quotidienne mais anticipent que le processus d'intégration se poursuivra. Enfin les « incertains », les individus qui ne se jugent pas capable soit d'indiquer ce qu'ils souhaitent à l'avenir concernant le rôle de l'UE dans leur vie, soit d'anticiper ce que sera l'avenir de l'UE, représentent près d'un citoyen sur dix (9,9)<sup>24</sup>. Les autres cas de figure sont tous minoritaires.

<sup>24</sup> Le fort taux de non réponse montre bien qu'il s'agit là d'une question complexe. Pour autant, il importe de souligner qu'il ne s'agit pas là d'une construction de chercheurs imposée ex-nihilo à des individus qui ne se sont pour la majorité d'entre eux jamais posé la question. Ce type d'analyse nous a en effet été inspiré par une étude qualitative exploratoire qui a bien montré l'existence de ce type de mécanisme chez des individus très différents à la fois quant à leur niveau de connaissance à l'égard de l'UE et leur niveau de satisfaction.

**Tableau n°4 : Relation entre attitudes à l'égard de l'UE et perspectives probables/souhaitées pour l'UE**

	+ défavorables	défavorables	favorables	+ favorables
croyants P+S+	6,9%	16,0%	<b>29,6%</b>	<b>47,6%</b>
heureux fossoyeurs P-S-	<b>62,1%</b>	17,8%	11,7%	8,4%
satisfaits P=S=	27,4%	28,1%	25,8%	18,7%
inquiets P+S=	16,8%	27,1%	<b>31,4%</b>	24,7%
mécontents P+S-	<b>64,2%</b>	17,9%	11,6%	6,2%
en attente P=S+	21,8%	25,9%	<b>29,0%</b>	23,2%
incertains	<b>34,6%</b>	<b>35,7%</b>	17,9%	11,8%
<b>Total</b>	26,3%	23,1%	24,6%	26,0%

Comme attendu, mais le contraire aurait été surprenant, la variable EU probable/EU souhaitée ainsi créée entretient une très forte relation avec la variable relative aux attitudes à l'égard de l'UE. Pour autant les deux variables ne mesurent pas le même objet. Le tableau n°4 ci-dessous en rend compte. Conformément à mon hypothèse, les individus les plus favorables à l'intégration se montrent ainsi particulièrement nombreux parmi les « croyants ». Ils sont également légèrement surreprésentés parmi les « en attente », mais également parmi les inquiets. A l'inverse, les individus les plus défavorables à l'intégration se montrent particulièrement nombreux parmi les heureux fossoyeurs, les mécontents mais aussi les incertains. De fait, j'ai mis en évidence dans des travaux antérieurs (Belot, 2000) que le sentiment d'incompétence relatif à la prévision du futur est lié à une perception de non maîtrise de la situation présente et donc à un fort sentiment d'insatisfaction à l'égard de la situation présente. La relation entre incertitude quant à l'avenir probable de l'UE et attitudes défavorables à l'égard de l'UE l'illustre à nouveau. Au total, l'hypothèse fonctionne dans tous les cas de figure sauf un : les « satisfaits ». J'avais fait l'hypothèse que ces individus seraient plutôt plus favorables à l'UE que la moyenne. Les données ne valident pas cette hypothèse. Il semble que pour ces individus en particulier, leur évaluation actuelle du rôle que joue l'UE sur leur vie soit déterminante. Lorsqu'ils jugent l'UE comme ne jouant aucun rôle dans leur vie quotidienne, alors le fait d'être satisfait semble indiquer qu'ils y sont défavorables, à l'inverse lorsqu'ils estiment important le rôle de l'UE dans leur vie, alors le fait d'être satisfait indique qu'ils y sont favorables.

Etant donné l'importance de la relation entre ces deux variables, il importe, dans notre recherche des critères qui, à travers la nationalité, déterminent les attitudes à l'égard de l'UE, de vérifier si cette typologie est distribuée ou non de la même façon selon le pays. Le tableau n°5 ci-dessous met en évidence l'importance des différences nationales quant à la distribution de cette typologie. Les croyants sont ainsi particulièrement surreprésentés dans l'ensemble des pays méditerranéens, les satisfaits le sont plus dans deux des pays scandinaves et au Luxembourg et les mécontents au Royaume-Uni en Suède et aux Pays-Bas. Cette typologie pourrait notamment être utile pour comprendre pourquoi les Français et les Néerlandais ont voté contre le traité établissant une constitution pour l'Europe alors qu'au même moment ils étaient majoritaires (respectivement 56% des Français et 74,4% des Néerlandais) à considérer l'appartenance de leur pays à l'Union comme une bonne chose. Les deux pays se distinguent en effet par une légère sous-représentation des « croyants », les individus les plus favorables à l'UE. Surtout les « en attente » sont particulièrement nombreux en France, et les « attente » et les « inquiets » sont surreprésentés aux Pays-Bas. Or s'il s'agit de deux types qui se



distinguent par une légère surreprésentation parmi eux des individus favorables à l'intégration européenne, il semble que la discordance entre leurs attentes et leurs prévisions sur le long terme puisse les amener à être plus critiques vis-à-vis de l'intégration dans le futur. L'ensemble de ces observations montre donc bien l'intérêt pour comprendre les attitudes à l'égard de l'UE, et notamment les logiques élitaires du soutien à l'UE, de prendre en compte la dimension prospective dans l'analyse

**Tableau n°5 : distribution des différents types de perspectives souhaitées/probables pour l'UE en fonction du pays (en %)**

	croyants	satisfaits	en attente	inquiets	Mécontents	Incertains
Belgique	32,0	26,5	12,9	7,4	2,8	4,1
Danemark	23,0	<b>34,9</b>	6,6	<b>9,6</b>	<b>8,8</b>	6,3
Allemagne Ouest	30,9	27,9	8,8	6	3,9	9,1
Allemagne Est	<b>36,4</b>	25,2	11,6	6,3	3,5	4,1
Grèce	<b>44,6</b>	9,8	<b>15,8</b>	6,5	6,7	8,0
Espagne	<b>38,2</b>	23,9	12,5	5,2	2,2	<b>12,2</b>
Finlande	18,3	<b>39,2</b>	10,8	8,5	5,1	3,3
France	28,8	25,7	<b>17,6</b>	7,6	4,3	8,7
Irlande	32,7	22,0	7,1	8,6	5,4	<b>17,8</b>
Italie	<b>47,5</b>	11,5	10,9	2,2	2,6	<b>14,3</b>
Luxembourg	30,9	<b>32,9</b>	11,2	4,6	2,2	6,8
Pays Bas	27,1	22,8	12,3	<b>12,7</b>	<b>8,9</b>	8,4
Autriche	25,2	27,3	5,6	6,8	4,2	12,4
Portugal	<b>43,3</b>	19,9	8,5	1,2	1,8	<b>18,3</b>
Suède	24,5	21,9	9,6	8,6	<b>11,8</b>	8,8
Royaume- Uni	24,3	22,3	9,2	8,5	<b>11,3</b>	11,2
Total	31,5	24,3	10,6	7	5,6	9,9

### Conclusion :

Au total, il semble que les variables sociologiques telles que le diplôme, le revenu ou la profession, qui permettent de mettre en évidence l'existence d'un soutien élitair à l'UE, participent à un degré ou un autre à sept logiques explicatives différentes des attitudes à l'égard de l'UE. Ces logiques peuvent parfois se combiner, mais elles peuvent aussi parfois se concurrencer. Toutes ont dans la littérature leurs défenseurs et leurs détracteurs, si bien qu'il paraît actuellement difficile d'expliquer exactement de quelle logiques les variables sociologiques impliquées participent. Dans un contexte où la variable nationalité reste la variable la plus explicative des attitudes à l'égard de l'UE et du processus d'intégration, il paraît probable que pour clarifier le rôle des variables sociologiques sur le soutien à l'UE il faut étudier comment ces logiques s'articulent au sein de chaque espace national. Nous avons indiqué ci-dessus que certaines de ces logiques fonctionnaient en effet mieux pour certains pays que pour d'autres, il s'agit maintenant d'établir un panorama complet des différentes configurations nationales des logiques explications du soutien à l'UE. L'objectif est ambitieux, mais il s'agit de la seule ligne directrice envisageable pour qui souhaite dépasser une approche uniquement culturaliste des attitudes à l'égard de l'UE.

## Bibliographie :

- Anderson, Christopher (1998), "When in Doubt, use Proxies. Attitudes toward Domestic Politics and Support for European Integration", *Comparative Political Studies*, vol.31 n°5, p.569-601.
- Anderson, Christopher, Kaltenthaler, Karl, (1996), "The Dynamics of Public Opinion toward European Integration, 1973-93", *European Journal of International Relations*, vol.2 n°2, p.175-199.
- Anderson, Christopher, Reichert, Shawn (1996), "Economic Benefits and Support for Membership in the EU : A Cross-National Analysis", *Journal of Public Policy*, vol.15 n°3, p. 231-249.
- Belot, Céline (2000), *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne*, Grenoble : Thèse de doctorat, 616 p.
- Belot, Céline (2002), « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.9 n°1, p.11-29.
- Belot Céline, Cautrès, Bruno (2004) « L'Europe, invisible mais omniprésente », in : Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dirs.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris : Presses de Science Po, p.119-141.
- Bosch, Agusti, Newton, Kenneth (1995), "Economic Calculus or Familiarity Breeds Content ?", in : Oscar Niedermayer, Richard Sinnott (eds), *Public Opinion and Internationalized Governance*, Oxford : Oxford University Press, p.73-104.
- Bréchon, Pierre, Cautrès, Bruno, Denni, Bernard (1995), "L'évolution des attitudes à l'égard de l'Europe", in : Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dirs.), *Le vote des Douze. Les élections européennes de juin 1994*, Paris : Presses de Sciences Po, p.155-180.
- Brinegar, Adam, Jolly, Seth (2005), "Location, Location, Location. National Contextual Factors and Public Support for European Integration", *European Union Politics*, vol.6 n°2, p.155-180.
- Carey, Sean (2002), "Undivided Loyalties. Is National Identity and Obstacle to European Integration ?", *European Union Politics*, vol.3 n°4, p.387-413.
- Carrubba, Clifford (2001), "The Electoral Connection in European Union Politics", *The Journal of Politics*, vol.63 n°1, p.141-158.
- Cautrès, Bruno (2000), "Les attitudes vis-à-vis de l'Europe en France", in : Bruno Cautrès, Dominique Reynié (dir.), *L'opinion européenne*, Paris : Presses de Sciences Po, p.97-120.
- Cautrès, Bruno, Denni, Bernard (2000), « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », in : Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris : Presses de Sciences Po, p.323-354.
- Deflem, Mathieu, Pampel, Fred (1996), "The Myth of Postnational Identity : Popular Support for European Unification", *Social Forces*, vol.75 n°1, p.119-143.
- De Master, Sara, Le Roy, Michael (2000), « Xenophobia and the European Union », *Comparative Politics*, vol.32 n°4, p.419-504.
- De Vreese, Claes, Boomgaarden, Hajo (2005), "Projecting EU Referendums. Fear of Immigration and Support for European Integration", *European Union Politics*, vol.6 n°1, p.59-82.
- Dobratz, Betty (1993), "Changing Value Orientations and Attitudes toward the European Community : A Comparison of Greeks with Citizens of other European Community Nations", *East European Quarterly*, vol.27 n°1, 1993, p.97-127.

- Feld, Werner, Wildgen, John (1976), *Domestic Political Realities and European Unification. A Study of Mass Publics and Elites in the European Community Countries*, Boulder : Westview, 177 p.
- Franklin, Mark, Marsch, Michael, McLaren, Lauren (1994a), “Uncorking the Bottle : Popular Opposition to European Unification in the Wake of maastricht“, *Journal of Common Market Studies*, vol.32 n°4, p.455-472.
- Franklin, Mark, Marsch, Michael, Wlezien, Christopher (1994b), „Attitudes toward Europe and Referendum Votes : A response to Siune and Svensson“, *Electoral Studies*, vol.13 n°2, 1994, p.117-121.
- Franklin, Mark, Van der Eijk, Cees, Marsch Michael (1995), “Referendum Outcomes and Trust in Government : Public Support for Europe in the Wake of Maastricht”, *West European Politics*, vol.18 n°3, p.101-117.
- Franklin, Mark (2002), “Learning from the Danish case: A comment on Palle Sensson’s critique of the Franklin thesis”, *European Journal of Political Research*, vol.41, p.751-757.
- Gabel, Matthew, Palmer, Harvey (1995), “Understanding Variation in Public Support for European Integration”, *European Journal of Political Research*, vol.27, p.3-19.
- Gabel, Matthew (1998a), *Interests and Integration. Market Liberalization, Public Opinion and European Union*, Ann Arbor, the University of Michigan Press, 176 p.
- Gabel, Matthew (1998b), “Public Support for European Integration : An Empirical Test of Five Theories”, *Journal of Politics*, vol.60 n°2, p.333-354.
- Garry, John, Marsh, Michael, Sinnott Richard (2005), “‘Second-order’ versus ‘Issue-voting’ Effects in EU Referendums. Evidence from the Irish Nice Treaty Referendums”, *European Union Politics*, vol.6 n°2, p.201-221.
- Grunberg, Gérard (2005), “Le referendum français de ratification du Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005”, *French Politics, Culture & Society*, vol.23 n°3, p.128-144.
- Hooghe, Liesbet, Marks, Gary (2005), “Calculation, Community and Cues. Public Opinion on European Integration”, *European Union Politics*, vol.6 n°4, p.419-443.
- Inglehart, Ronald (1970), “Cognitive Mobilization and European Integration”, *Comparative Politics*, vol.3 n°1, p.45-70.
- Inglehart, Ronald (1971), “Changing Value Priorities and European Integration”, *Journal of Common Market Studies*, vol.X n°1, p.1-36.
- Inglehart, Ronald, Rabier, Jacques-René, (1979), “Europe Elects a Parliament : Cognitive Mobilization, Political Mobilization and Pro-European Attitudes as Influences on Voter Turnout”, *Government and Opposition*, vol.14 n°4, p.479-507.
- Janssen, Joseph (1991), “Postmaterialism, Cognitive Mobilization and Public Support for European Integration”, *British Journal of Political Science*, vol.21 n°4, p.443-468.
- Kritzinger, Sylvia (2003), “The Influence of the Nation-State on Individual Support for the European Union”, *European Union Politics*, vol.4 n°2, p.249-279.
- McLaren, Lauren (2002), “Public Support for the European Union: Cost/Benefit Analysis or Perceived Cultural Threat ?”, *The Journal of Politics*, vol.64 n°2, p.551-566.
- McLaren, Lauren (2004), « Opposition to European integration and fear of loss of national identity : Debunking a basic assumption regarding hostility to the integration project », *European Journal of Political Research*, vol.43, p.895-911.
- Percheron, Annick (1991), « Les Français et l’Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue Française de Science Politique*, vol.41 n°3, p.382-406.
- Ray, Leonard (2003), “Reconsidering the Link between Incumbent Support and Pro-EU Opinion”, *European Union Politics*, vol.4 n°3, p.259-279.

- Rohrschneider, Robert, Whitefield, Stephen (2006), "Political Parties, Public Opinion and European Integration in Post-Communist Countries", *European Union Politics*, vol.7 n°1, p.141-160.
- Sanchez-Cuenca, Ignacio (2000), "The Political Basis of Support for European Integration", *European Union Politics*, vol.1 n°2, p.147-171.
- Shepherd, Robert (1975), *Public Opinion and European Integration*, Farnborough : Saxon Books, 249 p.
- Siune, Karen, Svensson , Palle (1993), "The Danes and the Maastricht Treaty : The Danish EC Referendum of June 1992", *Electoral Studies*, vol.12 n°2, p. 99-111.
- Svensson, Palle (2002), "Five Danish Referendums on the European Community and European Union : A Critical Assessment of the Franklin Thesis", *European Journal of Political Research*, vol.41 n°6, p.733-750.
- Wessels Bernhardt (1995), « Development of Support : Diffusion or Demographic Replacement ? », in Oscar Niedermayer, Richard Sinnott, *Public opinion and internationalized governance*, Oxford : Oxford University Press, p.105-136.